

Le grain de sable % en Isère

Bulletin trimestriel d'Attac-Isère

Bulletin n° 12 de mars 2004

Attac : Association pour une taxation des transactions
financières pour l'aide aux citoyens
Bulletin édité par Attac-Isère
Siège social : Maison des Associations
6, rue Berthe-de-Boissieux – 38000 GRENOBLE
Adresse postale : Attac Isère - c/o FSU
Bourse du Travail - 32, avenue de l'Europe
38010 GRENOBLE CEDEX 2
attac38@attac.org - <http://www.local.attac.org/attac38/>
Directeur de la publication : François Chantran
Mise en page : Gérard Beck
CPPAP : en cours d'enregistrement
Imprimé par nos soins

Assemblée générale ordinaire d'Attac-Isère

Samedi 27 mars 2004 de 14 h à 18 h - Bourse du Travail de Grenoble

Nous rappelons que seuls les militants à jour de leur cotisation pourront prendre part aux votes.

***Le CA doit être renouvelé en partie lors de cette AG :
de nouvelles candidatures sont fortement attendues.***

***De nouvelles responsabilités doivent être au maximum partagées,
notamment dans les différents groupes.***

■ Éditorial

Avec 1 043 adhérents au 31 décembre 2003, Attac-Isère forme le troisième groupe local après Paris et les Bouches du Rhône.

Cela est dû à une certaine dynamique de notre comité, et... probablement à la lettre de relance des adhésions que nous avons envoyée au quatrième trimestre. Non seulement cela nous a placé dans le peloton de tête de la progression par rapport à 2003 mais nous a permis aussi d'équilibrer nos finances.

Ce dynamisme se fait sentir à travers la création de groupes de travail et à la participation aux diverses manifestations.

Bien que de nouveaux volontaires renforcent les différents groupes, cette participation reste trop minoritaire et repose un peu trop sur les mêmes adhérents.

Notre Assemblée générale annuelle ordinaire se tiendra le samedi 27 mars. Comme les autres années, ce sera le lieu privilégié pour vous faire entendre, partager vos attentes, faire part de vos réflexions et propositions, décider de votre mode de participation à la lutte que nous menons. Nous avons décidé de mettre cette AG sous le signe de la création d'une nouvelle dynamique d'Attac, réflexion lancée au niveau national. Dans ce but, trois ateliers y seront déclinés respectivement : « Quel programme d'alternatives au néolibéralisme ? », « Comment élargir l'action d'Attac aux milieux populaires ? », et « La relation d'Attac au politique ».

Cette Assemblée générale sera aussi le moment de renouveler notre instance délibérative : le Conseil d'administration. Au-delà de ce renouvellement indispensable, de nombreuses autres tâches peuvent être (et sont déjà actuellement) à partager entre les uns et les autres. Le périmètre d'Attac s'est considérablement élargi et son audience est maintenant acquise. Ce qui lui donne de nouvelles responsabilités.

Celles-ci ne pourront être assurées par une poignée de militants. Chacun, à son niveau et selon ses disponibilités, doit prendre sa part. D'où le renouvellement de cet appel aux bonnes volontés des uns et des autres.

Grenoble, le 4 mars 2004
François Chantran, Président

À la St Georges, le procès des faucheurs d'OGM il y aura !

Presque 7 ans après l'action réfléchie de fauchage d'un champ de colza transgénique « illégal » par près de 300 personnes à St George d'Espéranche, la date du procès intenté par la firme multinationale agrochimique Monsanto à trois agriculteurs de la Confédération paysanne est enfin connue. **Ce sera le 23 avril** à Vienne, jour de la St Georges !

Le Comité de soutien qui s'est créé autour des 3 agriculteurs et qui compte plus de 45 associations, syndicats, et partis politiques veut se saisir de cette occasion pour prouver la justesse de leur combat. En effet, aujourd'hui en Europe, le débat sur les OGM et leur utilité est ouvert. Plus de 66 % des européens refusent de consommer des produits issus de l'agriculture génétiquement modifiée. Les experts des 15 pays européens ont rejeté la mise sur le marché du maïs transgénique de type « BT11 » renvoyant ainsi la responsabilité d'autorisation au niveau politique et ce sera aux ministres européens de l'agriculture de prendre leur responsabilité.

Pour nous, comité de soutien, tout cela est la preuve de la justesse du combat des militants anti OGM lors de l'action de St Georges d'Espéranche, première du genre en Europe.

Nous sommes convaincus que sans les actions citoyennes de résistance aux multinationales agrochimiques, le débat sur les OGM n'aurait jamais eu lieu et que nous aurions des aliments génétiquement modifiés dans nos assiettes.

Nous affirmons qu'il serait aberrant que les trois agriculteurs ayant participé à ce fauchage, marquant le début d'une lutte dont la justesse est reconnue aujourd'hui, soient condamnés par la justice de notre pays.

Marc Ottogali,
Membre du Bureau du
« Comité de soutien au trois de St. Georges »

Soixantième anniversaire de l'adoption du programme du Conseil national de la Résistance Du 15 mars 1944 au 15 mars 2004 : un programme toujours d'actualité

Le 15 mars 1944 en pleine guerre, le débarquement en Normandie n'avait pas encore eu lieu, le Conseil national de la Résistance (CNR) adoptait son programme.

Qu'était le Conseil national de la Résistance ?

Le CNR créé le 27 mai 1943 par Jean Moulin, à la demande du Général de Gaulle, rassemblait l'ensemble des mouvements de la Résistance, des partis politiques (de toutes obédiences) et deux syndicats (CGT et CFTC) en lutte contre l'occupation du territoire français et la collaboration du gouvernement de Pétain.

Quel était son programme ?

Il comprenait deux parties.

1. Un « plan d'action immédiate »

Il était destiné à faire face à la situation de guerre. Y étaient affirmés : la volonté de délivrer la patrie, la lutte contre la gestapo et la milice, le développement de la solidarité avec les prisonniers et leurs familles...

2. Des « mesures à appliquer dès la libération du territoire »

● Concernant les actes de collaboration

Châtiment des traîtres, éviction de ceux qui avaient pactisé avec l'ennemi, impôt sur les gains réalisés au détriment du peuple ...

● Des mesures démocratiques et de progrès social à mettre en place

Au plan des libertés :

- Rétablissement du suffrage universel ;
- Liberté de pensée, de conscience et d'expression ;
- Liberté de la presse ;
- Liberté d'association, de réunion et de manifestation ;
- Respect de la personne humaine ;
- Égalité de tous les citoyens devant la loi.

Au plan économique

- Instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie ;
- Retour à la nation des grands moyens de production monopolisés, fruit du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques.

Au plan social

- Droit au travail et au repos ;
- Rajustement important des salaires et garantie d'un niveau de salaire qui assure à sa famille la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine ;
- Reconstitution d'un syndicalisme indépendant, doté de larges pouvoirs dans l'organisation de la vie économique et sociale ;
- Un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'État ;
- La sécurité de l'emploi, la réglementation des conditions d'embauche et de licenciement ;

L'élévation et la sécurité du niveau de vie des travailleurs de la terre par une politique de prix agricoles rémunérateurs ;

- Une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir

dignement leurs jours ;

- La possibilité effective pour tous les enfants de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée, qu'elle que soit la situation de fortune de leurs parents, afin que les fonctions les plus hautes soient réellement accessibles à tous ceux qui auront les capacités requises pour les exercer et que soit ainsi promue une élite véritable, non de naissance mais de mérite et constamment renouvelée par les apports populaires.

Quelles conséquences sur la vie de la population après la guerre ?

L'amélioration des conditions de vie pendant une trentaine d'année après la fin de la guerre est en germe dans ce programme. Mais cela n'a été rendu possible que par des luttes incessantes des travailleurs et de leurs organisations syndicales qui ont veillé à ce que la réalité se rapproche le plus possible de ce qui avait été énoncé.

Ainsi des avancées importantes ont été acquises dans des domaines essentiels :

- Les libertés fondamentales (le droit des femmes, le droit au travail, la liberté de la presse la liberté syndicale ...) ;
- La protection sociale (sécurité sociale, retraite, allocation chômage ...) ;
- Les services publics (électricité, transports, PTT, santé, ...) ;
- L'accès de tous à l'éducation.

Où en est-on aujourd'hui ?

La période d'avancée sociale est terminée. Tout ce qui avait été énoncé et mis en œuvre est remis en cause. Le capitalisme et son dernier avatar, le néolibéralisme, sont triomphants. Les travailleurs essaient de se battre afin de limiter les dégâts. Mais ils ont en face d'eux des sociétés transnationales gigantesques, des gouvernements complices et des médias manipulateurs, chargés de faire pénétrer dans les têtes la nouvelle idéologie qui jouent le retraité contre l'actif, le consommateur contre le producteur, l'immigré contre le français, le jeune contre le vieux, le salarié du privé contre le fonctionnaire ... Dans un unique but : faire gagner encore plus de pouvoir et d'argent à un nombre restreint de gens qui prennent le monde pour un vaste casino.

Quelles leçons à retenir ?

La France est envahie, des centaines de milliers de personnes sont déportées, tuées, les restrictions sont sévères, le pays pillé par l'occupant, cependant des hommes et des femmes de tous les horizons politiques s'unissent pour affirmer qu'après le conflit et tant de privations, tous les habitants de ce pays pourront bénéficier solidairement de la sécurité de l'emploi, de revenus corrects, d'une sécurité sociale, ... La richesse de l'après guerre n'allait pas être bien grande mais on prévoyait de la partager !

Aujourd'hui, les richesses produites sont infiniment plus grandes, mais il n'est plus du tout question de les partager, ne serait-ce qu'un peu. La majorité des héritiers du Général de Gaulle bradent tout ce qui avait été décidé unanimement à l'époque.

Il faut reconstruire les solidarités que les politiques libérales ont réussi à casser.

Comme au moment le plus sombre de notre histoire, il faut se battre pour qu'un autre monde soit possible.

À l'occasion de cet anniversaire, les organisations ci-dessous appellent la population à se mobiliser :

- ● Contre les régressions sociales organisées par le néolibéralisme et mises en application par les gouvernements européens et mondiaux,
- ● Pour la construction d'un programme alternatif politique, économique et social respectueux de l'homme et de l'environnement.

Appel à l'initiative d'Attac-Isère

Premiers signataires : Attac-Isère, CSF, LDH, Ras l'front

Convocation à l'Assemblée générale d'Attac-Isère

Samedi 27 mars, de 14 h à 18 h

Bourse du Travail de Grenoble

Extrait des statuts (article 10 - Assemblée générale ordinaire)

« L'Assemblée générale ordinaire se compose de tous les membres à jour de leur cotisation pouvant présenter leur carte ou être dûment inscrit sur la liste d'ATTAC-ISÈRE. Elle se réunit chaque année. Tout membre peut être représenté par un autre membre de son choix. Le nombre de pouvoirs est limité à trois par adhérent. »

Trois semaines au moins avant la date fixée, les membres de l'association sont convoqués par les soins du secrétaire. L'ordre du jour, fixé par le Conseil d'administration, est indiqué sur les convocations. Tout membre peut demander l'inscription à l'ordre du jour de toute question qu'il désire voir traitée. Il adresse à cet effet une lettre recommandée avec accusé de réception au président avant la réunion du Conseil qui précède la convocation de l'Assemblée générale ; le Conseil statue sur cette demande.

Le président, de préférence, ou l'un des membres du Conseil d'administration, expose la situation morale de l'association. Le trésorier rend compte de sa gestion et soumet le bilan à l'approbation de l'assemblée.

Il est procédé, après épuisement de l'ordre du jour, au renouvellement de tout ou partie du Conseil d'administration. »
Vous trouverez, dans ce courrier :

1. L'ordre du jour
2. Un pouvoir à remettre à tout adhérent d'Attac-Isère que vous souhaitez, si vous ne pouvez pas être présent à l'Assemblée générale
3. Un bulletin de candidature au Conseil d'administration
4. Le rapport d'activité
5. Le rapport financier

Remarques

- a. Vos éventuels projets de motion devront nous parvenir au plus tard le jeudi 25 mars 2004 (Attac Isère - c/o FSU - Bourse du Travail - 32, avenue de l'Europe - 38030 GRENOBLE CEDEX 2).
- b. N'oubliez pas d'apporter les documents joints et de vous munir de votre carte d'adhérent.

Assemblée générale d'Attac-Isère, samedi 27 mars 2004

Ordre du jour

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Rapport financier : présentation, débat et vote.
3. Rapport d'activité : présentation, débat et vote.
4. Débats en ateliers : « Comment élargir l'action d'Attac aux milieux populaires ? », « Comment élargir l'action d'Attac aux milieux populaires ? », « La relation d'Attac au politique »
5. Motions présentées par le Conseil d'administration et les adhérents : présentation, débats, votes.
6. Présentation des candidats au Conseil d'administration et élection.
7. Pot de l'amitié.

Assemblée générale d'Attac-Isère, samedi 27 mars 2004

BON POUR POUVOIR

Je soussigné(e)....., adhérent(e) d'Attac-Isère et à jour de ma cotisation 2002

et/ou 2003 (n° de carte :) donne pouvoir à

de me représenter à l'Assemblée générale d'Attac-Isère qui aura lieu samedi 27 mars à la Bourse du Travail de Grenoble.

À le (date)..... Signature :

Vous pouvez nous faire parvenir ce pouvoir au plus tard le jeudi 25 mars.





Assemblée générale d'Attac-Isère, samedi 27 mars 2004 Candidature à l'élection du Conseil d'administration

Je soussigné(e)....., adhérent(e) d'Attac-Isère et à jour de ma cotisation 2003

et/ou 2004 (n° de carte :) me déclare candidat(e) à l'élection du Conseil d'administration.

À..... le (date).....Signature :

Rapport d'activité 2003-2004

1. Le fonctionnement d'Attac-Isère

Le fonctionnement d'Attac-Isère reste très décentralisé. Autour d'un CA qui prend les grandes orientations et s'appuie sur un bureau se réunissant toutes les semaines, se créent des groupes relativement indépendants lesquels se structurent de manière plus ou moins dynamique, selon l'implication des militants (voir plus loin, leurs comptes-rendus d'activités). Il existe:

- Des sous-groupes locaux : Grésivaudan, Nord Isère, Saint-marcellin, Vizille, Voironnais. Chacun faisant ses propres choix d'action, mais assurant les liaisons avec Attac-Isère en participant aux réunions du CA. Leurs modes de fonctionnement varient selon le cas : Nord Isère s'est constitué cette année en association 1901 de manière à pouvoir bénéficier de locaux gratuits et de subventions locales, la plupart travaillent avec les autres organisations locales.

- Des groupes de travail spécialisés : le groupe « cinéma », qui s'est créé l'an dernier, est un groupe extrêmement important dans l'apparition d'Attac-Isère, auprès de populations que nous ne touchons pas à travers nos différentes actions ou conférences ; des groupes qui se sont créés autour de propositions d'actions et de débats en fonction de l'actualité brûlante (retraites, sécurité sociale en question, Europe); un groupe « service public » qui s'est transformé en groupe « AGCS » et qui a suivi de très près la campagne lancée au niveau national auprès des collectivités territoriales pour qu'elles se déclarent « zone non AGCS » ; un groupe « Nord-Sud » qui réfléchit et travaille à long terme sur le montage d'une action de boycott mondial de produits de grandes entreprises ; le groupe « Paradis fiscaux » a été plus ou moins mis en sommeil cette année, compte tenu des autres priorités.

- Des groupes « opérationnels » : information et actions. Ils ont leurs propres initiatives, mais travaillent aussi en étroite collaboration avec le CA en participant soit aux réunions du CA, soit de manière plus suivie aux réunions du bureau (toutes les semaines).

Au cours des différentes réunions, d'autres propositions de groupe ont été faites (énergie, armement), mais ils n'ont pu démarrer faute de volontaires en nombre suffisant.

À l'avenir, chaque adhérent, selon ses disponibilités et ses choix est invité à rejoindre l'un ou l'autre de ces groupes.

Le CA se réunit toutes les trois semaines. Pour éviter une surcharge trop importante du président, il a été décidé de prendre en charge à tour de rôle chaque réunion (préparation de l'ordre du jour et animation des débats), ce qui est très formateur, et nous ne pouvons qu'inciter des adhérents à venir y participer, d'autant plus que de nombreux

élus actuels comptent se retirer, plus pour raisons personnelles que par désintérêt.

Il faut citer aussi, tous ceux qui assurent des tâches permanentes, et en particulier la tenue de notre site Internet, le tri des messages issus de la liste nationale et la tenue du fichier des adhérents.

2. Les activités

En plus des actions spécifiques impulsées par le groupe action. Elles ont été nombreuses et variées et ont demandé aussi une grande implication des militants :

- Participation aux manifestations sur les retraites en avril et mai 2003, et organisation d'un débat. Participation à la manifestation du 1^{er} mai comme tous les ans, dans une ambiance festive.

- Nous avons été moteur dans l'initiation du FSL et avons participé plus qu'activement à l'élaboration de sa charte. Avec les participants à ce FSL, nous avons préparé et animé des ateliers lors du premier forum qui s'est tenu en octobre, en préparation du Forum social européen de Saint-Denis. Aujourd'hui, le FSL a décidé de privilégier la lutte contre la précarité et de préparer des actions dans ce sens. Ce choix rejoint totalement nos propres priorités. Nous avons donc participé à la dernière manifestation du 28 février « contre les licenciements et pour un emploi pour tous ».

- Depuis la rentrée scolaire, nous avons tenu plusieurs réunions publiques sur des sujets d'actualité : conférence débat sur la santé, sur l'Europe, sur l'énergie.

- Plus toutes les participations aux différents collectifs et aux manifestations qu'ils ont organisé.

- En interne, nous avons proposé plusieurs réunions : la rentrée d'Attac à laquelle nous avons invité tous les adhérents et sympathisants, certainement à renouveler l'année prochaine, et dans le cadre de la réflexion au niveau national sur la nouvelle dynamique d'Attac une première réunion de travail pour préparer l'assemblée générale nationale, et une autre en janvier avant la CNCL de février (Conférence nationale des Comités locaux), la prochaine se tenant à l'occasion de notre prochaine assemblée générale du 27 mars.

- Enfin, l'action sur la commémoration du programme du Conseil national de la Résistance qui est en cours.

Si on ajoute à toutes ces actions celles qui ont été conduites par les groupes locaux et le groupe action, cela représente une présence importante dans le département.

Toutes ces manifestations, les opérations de tractage aux carrefours, les interventions du groupe « action » ont constitué autant de moyens de rencontrer nos concitoyens et d'élargir les débats sur les sujets d'actualité à celui global

sur le libéralisme et ses dégâts. À toutes ces occasions, nous avons constaté que manifestants et passants venaient nous réclamer nos tracts.

Notre regard et nos analyses sont appréciés, il faudrait utiliser mieux le capital de sympathie que nous avons engrangé, et trouver d'autres formes d'intervention.

C'est important, mais, cela ne suffit pas, et nous nous interrogeons tous sur l'efficacité de nos actions, par rapport à la transformation du monde que nous voulons, et en particulier :

- Sur notre capacité à travailler avec les jeunes, les classes « populaires » et précarisées ;
- Sur notre capacité à Agir sur le « politique » ;
- Pour se mobiliser, il est important que les citoyens sentent qu'un autre monde est possible, et c'est pourquoi, il est important de dégager des alternatives crédibles.

C'est pourquoi nous nous sommes lancés dans deux grandes directions : appel à l'élaboration d'un programme alternatif au néolibéralisme dans le cadre de l'action sur la commémoration du programme du CNR, élaboration à laquelle auquel nous devrions participer activement ; et réflexion sur « la nouvelle dynamique d'Attac ».

Il nous semble important de réfléchir ensemble et non pas seulement de manière interne au CA, c'est pourquoi (comme

au niveau national) lors de la prochaine AG, nous vous proposons de tenir trois ateliers sur les thèmes suivants :

Relation au politique ;

Comment élargir l'action d'Attac aux milieux populaires ?

Quel programme d'alternatives au néolibéralisme ?

Un problème matériel important reste posé, et nous n'avons pas pu le régler. En effet, malgré nos différentes démarches, l'engagement militant important ne nous a pas permis de nous investir suffisamment, ni dans la recherche de subventions, ce qui fait que nous sommes toujours dans un équilibre financier précaire, ni d'un local spécifique, élément pourtant indispensable à une appropriation de l'association par de nombreux adhérents.

Si un tel niveau d'actions a été possible, c'est aussi parce que nous avons réussi à travailler ensemble : membres du CA, du bureau, responsables de groupes, adhérents individuels ayant pris des responsabilités spécifiques et ponctuelles, dans un climat de confiance et de respect des uns des autres. Un certain nombre d'entre nous ne se représenteront pas lors de l'élection du prochain CA, car il est nécessaire d'avoir un renouvellement. Nous faisons appel à la relève et nous souhaitons être entendus de sorte que la prochaine année se déroule dans le même esprit et sur les orientations qui seront issues de cette prochaine Assemblée générale.

François Chantran

Rapport financier 2003

L'année 2003 ne ressemble pas du tout à l'année précédente et contrairement à ce qui a été annoncé sur le dernier *Grain de sable en Isère*, l'année se termine avec un léger excédent, bonne nouvelle du mois de janvier : la ristourne d'Attac national du dernier trimestre a été doublée par deux. La relance de cotisations du mois d'octobre a porté ses fruits.

Les dépenses

La baisse de la ligne affranchissement s'explique par une parution en moins du *Grain de sable en Isère* : 5 numéros en 2002, 4 en 2003.

La rubrique téléphone reste stable, en légère baisse.

Chute de la rubrique fournitures : pas d'achat de banderole ou de manifestation particulière en 2003 (les frais du procès des Dix de Valence ont été supportés par le comité de soutien).

Pas de déplacements organisés par Attac-Isère en 2003.

Forte augmentation de la ligne photocopies qui s'explique d'une part par une facture du 4^{ème} trimestre 2002 arrivée tardivement (673 €) et par une augmentation des tirages effectués le 1^{er} semestre 2003 (Irak et retraites).

Le stock de livres a été repris en tenant compte de la réalité : certains sont passés en perte (non retour des livres confiés à Attac campus notamment).

Les débours déplacements correspondent : chèque pour déplacement FSE à St Denis contre un virement du FSL qui n'était pas encore en possession de chéquier et déclaration d'un membre d'Attac Nord-Isère de ses frais de déplacements.

Restitution vers le groupe local Vienne Pays rhodanien de la ristourne des adhérents correspondant à leur zone géographique.

La rubrique « adhésion – soutien » correspond à l'adhésion de 9 € à l'association Cap Berriat, 100 € en soutien aux intermittents du spectacle et 30 € de participation au « collectif guerre ».

Enfin, l'achat de livres est en augmentation de 100 %, mais leur vente également : pas de déficit cette année sur ce poste.

Les recettes

Forte diminution de la rubrique « don, soutien, participation photocopies », due au fait qu'on n'a pas demandé de souscription en 2003 (rappel 2002 : Porto Alegre avec deux représentants d'Attac-Isère).

Comme signalé en introduction, la ristourne d'Attac-national a augmenté de 28 %.

Et la vente des livres a augmenté de 110 %.

Les dossiers de subvention déposés auprès du Conseil général et de la Mairie de Grenoble n'ont pas abouti en 2003. Les dossiers ont été représentés cette année. Sans subvention, nous ne pourrions pas voir aboutir le projet de local indépendant. En effet, malgré la bonne nouvelle de la fin d'année la trésorerie reste tendue tout au long de l'année, ce qui ne permet pas d'envisager de gros projets.

Béatrice Risacher, trésorière

RÉSULTAT ATTAC-ISÈRE 2003

CHARGES	Réalisé 2003	Réalisé 2002	PRODUITS	Réalisé 2003	Réalisé 2002
Publicite (JO)			Don, soutien, part photocopie	864,01	2 051,30
Affranchissement	2 211,20	2 441,40	Intervention exterieure		338,45
Téléphone	409,08	474,18	Entrées		
Fournitures armoie	467,99	1 169,76			
Boisson repas	282,51	182,48	Gâteaux, boissons,repas	263,40	619,24
Déplacement	678,60	3 918,80	Don pour Aprofes		
Photocopies	3 879,77	2 624,72	Subv attendue C. général		
Prestation location assurance	87,20 106,56	495,37			
Variation de stock de livres (1014,95-1106)		-96,05			
(1106-1002,86)	103,14				
Debours déplacements	3 375,98		Debours déplacements	3 375,98	
Debours	150,00		Debours	150,00	
Ristourne Vienne	1 058,03	922,31	Ristourne ATTAC national	8 822,20	6 875,51
Soutien	139,00	350,00	Rembours deplacement nat		579,42
			Part adherents voyages	341,36	1 372,00
Livres divers			Livres divers	116,15	
Tobin or not Tobin			Tobin or not Tobin	1,50	12,00
Ami Cloné et AGCS			Ami Cloné et AGCS	17,00	11,20
Tout sur attac	108,00	180,00	Tout sur attac	135,00	132,02
Paradis fiscaux			Paradis fiscaux	32,00	54,00
Badges	127,50	37,50	Badges	120,00	66,00
Autocollants	299,00	23,00	Autocollants	10,00	23,90
Erika			Erika	12,50	28,50
FMI peuples entre en résit		64,03	FMI peuples entre en résit	18,00	48,50
Agir local penser global		170,00	Agir local penser global	57,50	109,52
Avenue du plein emploi		80,00	Avenue du plein emploi	35,00	43,52
Drapeaux	120,00	90,00	Drapeaux	200,00	51,17
Enqu au cœur multinationale	40,00	130,00	Enqu au cœur multinationale	85,50	184,98
Remettre l'OMC à sa place	60,00	200,00	Remettre l'OMC à sa place	125,00	173,08
Tee shirt	215,28		Tee shirt	112,00	247,00
			DOC IFI		6,08
Campagne Agir ici OMC	80,00	54,50	Campagne agir ici OMC	75,00	
La sante n'est pas une mdse		221,40	La sante n'est pas une mdse	76,50	103,50
Changeons la politique agric	70,00	40,00	Changeons la politique agric	32,50	5,00
Passeports inégalités			Passeports inégalités	19,50	
criminalité économique	90,00		criminalité économique	87,50	
Que faire du FMI et de la BM	120,00		Que faire du FMI et de la BM	90,00	
Guerre au vivant			Guerre au vivant	44,00	
CD Attac ta dette	60,00		CD Attac ta dette	40,00	
cassettes	301,20		cassettes	304,20	
Complexes medico ind.	40,00		Complexes medico ind.	50,00	
Agendas Attac 2004	375,05		Agendas Attac 2004	325,00	
livres Decitre	483,10		livres Decitre	520,10	
résultat	1 020,21		résultat		637,51
TOTAL	16 558,40	13 773,40	TOTAL	16 558,40	13 773,40

BILAN ATTAC-ISÈRE 2003

ACTIF	2003	2002	PASSIF	2003	2002
ACTIF IMMOBILISÉS armoire (à la FSU) : 3487,54			FONDS PROPRES Pertes Excédent Report à nouveau		-637,51 1 022,26 3 758,09
ACTIF CIRCULANT			APROFES	45,73	45,73
Stock livres	1 002,86	1 106,00	PROVISIONS		
ATTAC national	1 902,26	946,56	DETTES		
Disponibilités	1 924,05	1 113,75	Fournisseurs	640,60	
TOTAL	4 829,17	3 166,31	TOTAL	4 829,17	3 166,31

Rapport annuel du groupe « Europe »

Le groupe de travail Europe, qui s'est constitué à l'automne 2003, avait pour premier objectif d'informer les adhérents d'Attac-Isère et les citoyens sur le projet de traité constitutionnel qui a été discuté à la Conférence intergouvernementale (CIG) de Bruxelles sous la présidence italienne d'octobre à novembre 2003.

Le travail de ce groupe a donc été de s'approprier le texte de ce projet de traité (environ 300 pages), puis de faire connaître aux adhérents les 21 exigences d'Attac pour rendre ce traité « acceptable » et de préparer une conférence locale, qui s'est tenue en décembre 2003 avec Julien Lusson, coordinateur de la commission Europe d'Attac, sur le thème : « Vers un traité constitutionnel européen ».

Devant l'échec du Conseil européen fin décembre 2003, car aucun accord n'est intervenu sur ce projet, le groupe continue son travail en 2004 avec pour objectif :

- L'élaboration, fin avril, d'un document explicatif sur l'état de l'Europe et la portée du futur projet de traité constitutionnel ;
- Une réflexion à avoir sur les actions éventuelles à mener lors des élections du Parlement européen en juin prochain.

Nous vous rappelons qu'un petit fascicule intitulé « L'Europe comment ça marche ? » avait été réalisé en 2002 par le groupe info et que ce document est toujours d'actualité.

Georges Veyet

Rapport annuel du groupe « cinéma »

Le « groupe cinéma » a été formé au mois d'avril 2003 et se réunit tous les mardis soir à 20 h à la Maison des Associations.

L'objectif de ce groupe est d'organiser un festival de cinéma sur le modèle du festival « Images mouvementées » créé par les groupes Attac Paris Nord-Ouest et Attac Images et sons. Le festival « Images mouvementées en Isère » aura lieu du 19 au 25 avril 2004 dans 8 salles de cinéma du département et 3 maisons de jeunes et de la culture. Plusieurs séances dans les salles seront réservées aux scolaires ; d'autres dans les lycées sont également prévues. La possibilité de projection au sein des comités d'entreprise, envisagée depuis le début, commence à se concrétiser.

En s'armant d'un nouvel outil, le cinéma, Attac entend diversifier encore son public. C'est pourquoi nous avons choisi de diversifier également les lieux de projection d'un point de vue géographique mais aussi social. Le festival sera présent dans les zones citadines et rurales, dans les cinémas, les maisons de quartier et les écoles. Dans le même but, les films seront suivis d'une discussion avec le public. Il s'agit à la fois de fournir des éclairages et des clés pour comprendre

les questions abordées, grâce à l'intervention d'un spécialiste, et de donner la parole aux spectateurs qui pourront enrichir la discussion de leurs expériences et leur réflexion. Dans ce but, les débats accueilleront un spécialiste et/ou des acteurs de la vie sociale ainsi qu'un médiateur pour veiller à la distribution de la parole.

Thème de la première édition : « La mondialisation au travail »

Il s'agit d'ouvrir le débat sur les différents aspects des mutations que traverse le monde du travail du fait des transformations économiques au niveau mondial. Cette thématique englobe aussi bien l'organisation même du travail - des conditions dans lesquelles il est exercé, aux relations qu'il implique entre pairs mais aussi avec la hiérarchie - le statut qu'il offre dans et en dehors de l'entreprise, que les logiques économiques qui sous-tendent l'ensemble. En filigrane, nous mettrons en lumière les conséquences absurdes et parfois dangereuses, sur le plan économique, social et psychologique, de la logique libérale à l'œuvre.

Karine Gatelier

Rapport annuel du groupe « information-communication »

L'objectif du groupe information, est d'avoir toujours présent à l'esprit le souci de mieux communiquer en interne entre les différents groupes et avec les adhérents, comme en externe avec la population.

Le groupe a commencé un travail de regroupement de photos illustrant toutes les manifestations spécifiques d'Attac-Isère ou celles auxquelles elle a participé depuis sa création en 1999. Nous faisons appel à tous ceux qui auraient des archives à fournir de le faire savoir (événement, date).

Le groupe info est un groupe permanent dans le fonctionnement d'Attac-Isère et qui prépare (ou élabore) la documentation pour les stands ou manifestations.

Cette tâche représente toujours un travail important en matière de tirages de documents, pliage, d'approvisionnement en livres, cassettes vidéos et matériel militant.

Communication par liste de distribution électronique

■ Liste des adhérents Attac-Isère : le nombre de personnes figurant sur cette liste d'information du groupe local dépasse maintenant le millier.

■ Liste Attac-local-38 : l'équipe des CEL (Correspondant électronique local) composée de 4 volontaires fait toujours son laborieux travail de tri des nombreux messages journaliers venant des différents comités locaux pour les retransmettre sur une liste de diffusion restreinte, mais ouverte à tous ceux qui le souhaitent.

D'autres listes de communication par mail sont gérées par notre « ouèbe-master » pour le bon fonctionnement du comité ou des groupes de travail :

- Liste CA réservé aux membres du CA et référents des groupes ;
- Liste groupe actions ;
- Liste procès des Dix de Valence (toujours active) ;
- Liste « 60 ans PNR » (créée dans le cadre d'une action spécifique).

Boîte vocale, permanences (rappel)

La boîte vocale est le numéro de téléphone de la permanence qui se tient le mercredi après-midi à la Maison des Associations qui permet aussi de prendre contact avec l'association : **04 76 47 32 81**

Permanences au café Le Glacier, place Notre Dame à Grenoble

Cette permanence qui est un lieu d'échanges privilégié permet toujours de rencontrer de nouveaux futurs adhérents tout au long de l'année.

Le site Ouébe (Internet)

Le site Internet pour lequel nous avons eu les félicitations d'un groupe local : « J'ai fait le tour de votre site Web, et je tenais vraiment à vous exprimer mes félicitations pour la vitalité de votre comité local, et pour la qualité de votre site Web (mise à jour, esthétique etc.) », demande toujours beaucoup d'investissement à notre ouébe-master qui cette année a mis en ligne toute une série de photos sur les actions extérieures menées par Attac-Isère.

Nous vous rappelons l'adresse : <http://www.local.attac.org/attac38>.

Correspondance Attac 38

Deux personnes assurent la gestion de cette adresse et répondent aux différentes questions posées ou retransmettent les messages venant d'autres associations.

Bibliothèque

Elle fonctionne toujours, mais avec peu de demandes.

Georges Veyet

Rapport annuel du groupe « action »

Sur la dynamique des manifestations contre la guerre en Irak (die-in, groupe de statues masquées et silencieuses, silhouettes au sol,...), le groupe Actions est intervenu activement (en collaboration avec le groupe « Retraites ») lors du mouvement contre les retraites (distribution de tracts en combinaison blanche, distributeurs mobiles dans les cortèges, vélo et drapeau Attac, présence le matin aux carrefours...). Cette période nous a permis d'acquérir du fait de notre grande visibilité et de la pertinence des documents distribués, une excellente notoriété et vraisemblablement un certain nombre de nouveaux adhérents.

Sur un autre front, le groupe Actions s'est illustré en centre-ville et à la Villeneuve au moment du G8 à Evian, fin Mai, sous forme théâtrale.

Fin Juin, nous sommes intervenus après l'incarcération de José Bové, lors des rassemblements demandant sa libération (participation festive aux défilés et sit-in devant Mc Do) ainsi que le jour de l'inauguration du nouveau Palais de Justice de Grenoble par Dominique Perben (contre-inauguration d'un Palais de l'Injustice par un vrai-faux ministre !).

Dès Septembre, nous avons défini notre programme d'interventions pour le 1^{er} trimestre :

Septembre : AGCS-Cancun ;

Octobre : AGCS-Congrès des Maires à St Maurice l'Exil et Santé ;

Novembre : Naturissima ;

Décembre : Europe ;

Ainsi que les séances de préparation correspondantes.

Beaucoup plus d'efficacité et de maîtrise ainsi : réunion chaque premier mardi du mois, à la Maison des Associations de Grenoble à 19 h et réunions intermédiaires au local de la FSU, à 19 h selon un calendrier arrêté. Une arborescence téléphonique a été établie en cas de mobilisation urgente.

D'où de nombreuses interventions en centre-ville ou lors du Congrès des Maires sur le mode qui commence à être (re)connu : pancartes avec slogans sous forme de questions, combinaisons blanches, tee-shirts Attac, masques neutres, sacs à malices Attac, tracts et parfois table de presse. Toujours bien accueillis, nous « accrochons » de mieux en mieux les passants, qu'ils soient simples citoyens

Rapport annuel du groupe « action » (suite de la page 8)

ou élus, interloqués par notre attitude, la simplicité de nos pancartes... et par la pertinence de nos tracts (merci aux groupes thématiques qui en sont les auteurs !).

Les réunions accueillent à chaque fois au moins 10 personnes (des nouveaux/nouvelles sont venu(e)s renforcer efficacement nos rangs). Les réunions se déroulent dans la bonne humeur et le respect de chacun / chacune et sont très productives !

Prochaines échéances : Programme du Conseil national de la Résistance à la mi-mars et la Santé encore et toujours !

Liste de communication interne : actions.attac38@attac.org
Inscription auprès de Benjamin Longuet : benjamin.longuet@laposte.net

Galerie photos des actions du groupe : <http://www.local.attac.org/attac38/photos.html>

François Jabin

Rapport annuel du groupe « la Sécurité sociale en question »

Face aux graves menaces, Une volonté d'informer et de rassembler

Ce groupe est né de la volonté d'adhérents d'Attac-38 sensibilisés, lors de l'Université d'été 2003, sur les enjeux de la réforme gouvernementale de l'assurance maladie : il y avait nécessité de se former, de s'informer et d'informer largement, de se préparer aux mobilisations à venir. C'est donc à l'Automne 2003 que ce groupe s'est constitué. Son activité s'est exprimée de façon multiforme.

Information et réflexion sur les enjeux

Lors des réunions régulières du groupe, la formation des participants est un aspect important de notre fonctionnement ainsi que l'échange d'informations (documents, rencontres, ...). Des membres du groupe ont suivi un séminaire national de formation ainsi qu'une journée de formation destinée aux représentants dans les CA des établissements de santé.

Mais ce travail aussi indispensable soit-il, ne se justifiait pas sans rechercher des rencontres avec la population.

Les apparitions publiques

■ Une réunion débat le 5 novembre 2003 à Grenoble « La Sécurité sociale en danger pour une assurance maladie solidaire » avec Pierre Volovitch, chercheur à l'Ires et journaliste à Alternatives économiques avec la participation d'une centaine de personnes. Le message fut clair : aucun recul possible sur :

- Le maintien d'une assurance maladie reposant sur un financement solidaire ;
- Le maintien et l'amélioration du taux de remboursement de l'assurance maladie obligatoire de la Sécurité sociale ;
- Le refus de la liberté tarifaire des consultations médicales, dénaturant les principes de la Sécurité ;
- Des apparitions dans la rue.

En liaison avec le groupe « Actions » qui apporte une visibilité (combinaison blanche, masques, pancartes avec slogans forts) nous sommes allés à la rencontre de la population les 21 janvier et 25 février au centre ville, le

2 mars au restaurant universitaire de la fac de médecine. La distribution d'un tract élaboré collectivement a permis des contacts et discussions avec des jeunes et des moins jeunes ; même si les mécanismes sont mal connus, l'avenir de l'assurance maladie et son éventuelle remise en cause inquiète énormément.

Soutien aux mobilisations et démarches unitaires

Lors de la journée d'action des personnels et praticiens hospitaliers du 27 janvier contre l'application du plan « Hôpital 2007 », prémisse de la privatisation de ce service public, nous avons participé au rassemblement ;

Mais nous avons eu aussi la volonté d'insérer nos actions dans la participation à une démarche unitaire sur la base de principes permettant d'asseoir une assurance maladie solidaire. Après avoir pris l'initiative de rencontres inter associatives, ce qui nous a permis un premier contact avec la Mutualité française, la FSU, la CGT et la Confédération syndicale des familles, nous avons rejoint un collectif (syndicats, mutuelles, associations) ayant le même objectif. Le bilan de nos actions est loin d'être négligeable, mais nous abordons une période cruciale avec le projet de réforme annoncé pour début avril, le débat d'un Parlement monolithique et/ou la prise, sans appel, d'ordonnances gouvernementales en juillet.

L'engagement prioritaire d'Attac pour la défense et l'amélioration de notre système d'assurance maladie est dans le droit fil de notre combat contre le néolibéralisme : ce dernier, à l'œuvre en France comme ailleurs, vise à démanteler tout système solidaire et socialisé de protection sociale ; les fondements de celle-ci élaborés en 1944 par le Conseil national de la Résistance risquent d'être décapités. Il est d'une urgence absolue de nous mobiliser dans l'unité la plus large et sur des bases claires. C'est à cette tâche que notre groupe modestement s'est attelé.

Bernard Labouré

Rapports annuels des groupes locaux

■ Nord-Isère

Après bientôt 3 ans d'activité notre groupe a déposé ses statuts entre autre pour pouvoir bénéficier de salles et de tirages gratuits.

Nous espérons aussi améliorer notre organisation, notre efficacité (difficultés liées à l'étendue géographique...).

Mais nous veillerons à conserver notre souplesse de fonctionnement pour favoriser toutes les initiatives. Convivialité, écoute, confiance... doivent rester prioritaires pour que chacun, militant ou non, se sente à l'aise, s'exprime, participe, prenne des initiatives...en fonction de ses motivations, de son temps. Cela peut favoriser l'intégration rapide des nouveaux militants à Attac ou ailleurs.

La communication interne et externe reste un souci prioritaire : vers ceux qui n'ont pas Internet, pour ne pas « noyer » ceux qui l'ont mais répondre à l'attente de ceux qui en veulent plus !

■ Nord-Isère (suite de la page 9)

Nous tenons aussi à garder des **relations étroites avec Grenoble, Vienne ou Lyon** (plus proche) : l'expérience des copains est toujours enrichissante et motivante ! Nous renforcerons encore notre **travail en réseau** dans le cadre de **collectifs** ou par des contacts étroits avec les associations, syndicats ou autres.

Activités

Réunions mensuelles ouvertes à tous (adhérents ou non) : 30 à 50 personnes ; nouvelle alternance pour permettre au plus grand nombre d'être présent : 1 mois sur 2, réunion à Bourgoin et le mois suivant à La Tour le mardi et à Villefontaine le jeudi à une semaine d'intervalle.

Ces réunions se déroulent en principe en 2 parties :

- exposé/débat d'une heure environ sur un thème choisi en CA et préparé par un ou plusieurs membres actifs ou avec un apport extérieur (intervenant, cassette vidéo) ; quelques sujets abordés les mois précédents : RMI-RMA, FSE, Santé-sécu, Cancun-AGCS, Médias, OGM, l'eau...
- Questions diverses et d'actualités, brèves infos des groupes de travail et autres, calendrier...

Groupes de travail : OGM, AGCS, eau, actions, Nord-Sud, démocratie participative...

Réunions du CA élargi au moins une fois par mois.

Présence sur les marchés et autres diffusions de documents grand public à renforcer...

Soirées débats

1. Par Attac NI

- **Les Biens publics mondiaux** avec F.X. Verchave : gros succès avec 250 personnes à La Tour du Pin.
- **La machine médiatique** avec François Ruffin, Christian Pradier, Madeleine Nutchey (Attac NI et rédactrice en chef de la revue Silence) : 150 personnes à Bourgoin.

2. Co-organisateur ou participation à :

- la semaine sur le **SIDA** organisée par le Centre de planification de La Tour dont une soirée avec le docteur Causse de Médecins du Monde et Patrice Aubonnet (jeune de notre groupe santé)
- des soirées **OGM** organisées par des municipalités (Châbon, La Côte St André, Rives) et par le comité de **soutien des « Trois de St Georges »** (participation régulière au CA de ce comité).
- Une soirée avec le centre œcuménique sur **la mondialisation** avec B. Ginisty, un des membres fondateurs d'Attac au titre du journal Témoignage chrétien.
- Une soirée sur **l'agriculture Nord-Sud** avec le responsable des organisations agricoles de l'Afrique de l'Ouest à Villefontaine avec l'association OUAN-MALI, la Conf', le centre œcuménique.
- Un forum **Éducation-Société-Solidarité** à Villefontaine.
- **Stands et intervention** dans un débat à la **foire écologiste** de La Tour du Pin.
- La **Semaine sur la Solidarité internationale** (SSI) : avec un collectif d'une douzaine d'associations caritatives et des droits de l'homme à Bourgoin.
- En mars présence sur les marchés, rue piétonne pour le **60^{ème} anniversaire du PNR**...
- Différents **collectifs et manifestations** locales, régionales, nationales,...

Raymond Marion

■ Saint-Marcellin

Nous nous sommes investis :

- Contre la Guerre en Irak ;
- Contre les OGM et pour les services publics « Le bien commun » ;
- Pour la défense des retraites ;
- Soutien aux enseignants ;
- AGCS Réunion avec des élus contre l'AGCS ;
- Action sur le marché de St-Marcellin RMI/RMA .

Toutes ces actions étaient soit des réunions publiques avec débat (comme avec B. Labouré sur les retraites ou F. Lemontey au sujet de l'AGCS) ou distribution de tracts, signatures de pétition sur le marché de St-Marcellin. Également prises de parole lors de réunions politique, ou citoyenne (transports etc ...)

Toutes ces actions sont effectuées avec trop peu de militants et toujours les mêmes, éternel problème...

Jean-Luc Neyroud

■ Voiron

Participation au collectif « Dix de Valence » avec une réunion et du tractage en gare de Voiron.

Collectif « contre la guerre » avec des actions toutes les semaines.

Participation à la création de l'association C2ATR (contre le « tout autoroutier ») sur le voironnais, sans finalement y adhérer.

Réunions sur l'AGCS et courrier de relance dans les mairies (une réponse positive de délibération ; celle de St Etienne de Crossey).

Lancement du Forum social sur Voiron et participation active.

Participation aux actions sur la retraite et interpellation du député (André Vallini) lors de sa réunion de mandat.

Distribution de tracts Santé et Retraite sur les marchés.

Groupe de travail les OGM.

Michel Philippe

■ Vizille

Historique de la création du groupe local

Le samedi 15 février 2003, 11 heures du matin place du Château à Vizille, deux cents personnes étaient rassemblées pour manifester leur opposition à la guerre en Irak. Au-dessus des manifestants, un drapeau d'Attac flottait parmi ceux d'autres organisations. Spontanément les adhérents d'Attac et les sympathisants, qui s'étaient déplacés pour exprimer leur hostilité à la guerre (une dizaine de personnes), se regroupèrent sous ce drapeau fédérateur. Ils ne se connaissaient pas tous, et lorsqu'ils se connaissaient, ils ne savaient pas toujours qu'ils appartenaient à la même association. Le rassemblement permit qu'ils se reconnaissent les uns les autres. Lorsque la manifestation s'acheva sur la place du Marché, quelques adhérents émirent le souhait qu'ils puissent se rencontrer localement de temps à autre.

C'est de ce désir qu'est né le groupe local de la Communauté de communes du Sud grenoblois. Cette Communauté regroupe les quatorze communes suivantes : Vizille, Champ sur Drac, Jarrie, Séchillienne, Brié et Angonnes, St. Georges de Commiers, Champagnier, St. Barthélémy de Séchillienne, Vaulnaveys le Bas, Notre Dame de Mésage, St. Pierre de Mésage, Notre Dame de Commiers, Herbeys, Montchaboud.

Bilan de cette première année de fonctionnement

Réunions publiques

Trois réunions ont été organisées à Vizille pour les adhérents et sympathisants.

- Le 16 avril avec la présence active de F. Jabin et F. Lemontey sur les thèmes suivants : historique et organisation d'Attac, les paradis fiscaux, les enjeux de l'AGCS.
- Le 19 avril : le système des retraites.
- Le 15 octobre: l'analyse du projet de constitution européenne.

Chacune de ces réunions a rassemblé une vingtaine de personnes.

Le groupe local se réunit dans une salle spacieuse et confortable, mise sympathiquement à sa disposition par la commune de Vizille qui est elle-même adhérente d'Attac en tant que collectivité territoriale. Merci à elle.

Autres événements auxquels le groupe local a participé activement

Invité par la FCPE de Vizille sur le thème : « Quel avenir pour le service public d'éducation », le groupe local a largement participé à élargir le débat en montrant que les attaques des forces libérales contre le service public d'éducation et plus généralement contre l'ensemble des services publics sont coordonnées au niveau mondiale par quelques grandes institutions internationales (OMC, BM, FMI, OCDE) au seul profit des marchés financiers et des multinationales.

En mairie de Vaulnaveys le Bas, il a présenté au Conseil municipal, réunit en séance plénière, les enjeux de l'AGCS. Cette action a débouché début septembre sur le vote de la délibération proclamant la commune « zone non AGCS » rejoignant ainsi dans la Communauté de communes, la ville de Vizille.

Gilbert Vanel

Le Monde du dimanche 29 février – Lundi 1^{er} mars 2004 (extraits)

Le régime d'assurance-chômage a cessé d'indemniser 230 300 chômeurs en janvier L'essentiel de ces sorties s'explique par l'entrée en vigueur, au 1^{er} janvier, des nouvelles règles d'indemnisation. Le nombre exact de radiés devrait être connu d'ici au 9 mars

C'EST UNE CERTITUDE : l'application, depuis le 1^{er} janvier 2004, des nouvelles règles d'indemnisation du chômage pénalisera plusieurs centaines de milliers de personnes. Au cours du seul mois de janvier, 230 300 chômeurs, qui étaient jusqu'alors indemnisés par les caisses de l'Assedic, ont perdu leurs allocations, et 36 300 en ont retrouvé une, généralement d'un montant plus faible, dans le cadre du régime de solidarité financé par l'État.

Ce chiffre de 230 300 radiés, rendu public vendredi 27 février par le régime d'assurance-chômage, recouvre des réalités différentes des radiations pour cause de fin de droits, des « basculements » en allocation de solidarité spécifique (ASS), des entrées en formation et des reprises d'emploi. L'Unedic devrait être en mesure de préciser d'ici au 9 mars, date de son prochain bureau, le nombre exact de chômeurs radiés pour cause de « conversion des droits », c'est-à-dire d'entrée en vigueur de filières d'indemnisation plus courtes. L'institution paritaire admet, toutefois, que les 230 300 radiations de janvier s'explique, pour l'essentiel, par le changement de règles décidé par le patronat et trois syndicats (CFDT, CFTC, CFE-CGC) dans le cadre de leur protocole du 20 décembre 2002. Cet accord prévoyait aussi une hausse des cotisations de 0,6 point, dès janvier 2003, pour assurer le retour à l'équilibre de l'Unedic.

(...)

Devant la gravité de la situation, les associations de chômeurs - AC !, Apeis, MNCP et CGT-chômeurs - ont décidé d'assigner l'Assedic devant trente-six tribunaux pour

« rupture de *contra t* ». Elles font remarquer que la durée d'indemnisation était « *définie contractuellement dans le plan d'aide au retour à l'emploi [PARE]* », et jugent cette « *révision unilatérale* » « *humainement inacceptable* ».

(...)

L'ampleur des radiations, et le public qu'elles touchent, n'en soulèvent pas moins de très sérieuses questions. Le raccourcissement des durées d'indemnisation, qui concerne essentiellement les chômeurs de moins de 50 ans, pénalisera les plus fragiles. Les travailleurs précaires sont ceux qui ont le plus de difficultés à accéder au régime d'assurance-chômage. Quand ils peuvent être indemnisés, ils disposent le plus souvent d'allocations plus, modestes que les anciens salariés en contrat à durée indéterminée. Avec le changement de règles, ils perdront sept à huit mois d'indemnisation...

Conscients de cet effet d'éviction massif, les syndicats signataires se défendent en assurant qu'ils ont réussi à protéger, dans cette affaire, les chômeurs âgés, tout en assumant leurs responsabilités de gestionnaires. Il n'empêche : la signature de la CFDT au bas d'un « *appel du 23 février 2004* » paraphé par plusieurs associations de lutte contre l'exclusion - dont Emmaüs France et le Comité national des entreprises d'insertion (CNEI) a quelque chose d'incongru, voire de schizophrène. Ce texte ne s'inquiète-t-il pas de « l'aggravation du chômage et du renforcement de l'exclusion » constatés en 2003 ?

Claire Guélaud

Non au chômage, non à la précarité ! Pour de vrais emplois, pour de vrais salaires !

Tels étaient les mots d'ordre de la manifestation grenobloise, à l'initiative du Forum social local, du samedi 28 février.

Priver d'emploi les salariés, les plonger dans la précarité, leur refuser la solidarité élémentaire, c'est une des plus grandes violences que le néolibéralisme fait aux populations.

Le Forum social local refuse les fermetures d'entreprises, les licenciements massifs dans des entreprises appartenant à des multinationales faisant du profits et (ou) aux carnets de commande pleins. De la même façon, les mesures visant à radier 800 000 chômeurs, l'instauration du RMA, la création des contrats de mission, autant de mesures aggravant les situations de précarité des chômeurs sont tout aussi inacceptables. Les services publics ne sont pas épargnés par les suppressions de postes et par l'augmentation de la précarité ; ils sont même, par certains côtés, des laboratoires.



Pour toutes ces raisons, le Forum social local a décidé de faire de l'emploi, du chômage et de la précarité un de ses axes d'action principal.

Une première étape a été cette manifestation du 28 février. Elle a rassemblé un millier de personnes. On comptait une vingtaine d'organisations signataires.

Un appel à se retrouver le 15 mars à 19 h 00 à la Bourse du Travail a été lancé pour continuer l'action sous toutes formes envisageables.

Gérard Beck

Chercher l'auteur...

1. « Le déficit de la Sécurité Sociale s'explique d'abord par le chômage. (...) L'équilibre de notre Sécurité Sociale dépend étroitement de notre politique de l'emploi. On a trop tendance à proposer, comme seule réponse au déficit, le rationnement des dépenses. (...) Tout concourt à leur augmentation : l'allongement de la vie, le progrès médical, la volonté de se soigner mieux, de mieux prendre en charges les personnes handicapées, (...). Le seul effet des plans d'économie qui se succèdent depuis vingt ans, aura été de remettre en cause l'égal accès aux soins, au détriment des plus démunis. »

2. « C'est une protection sociale à deux vitesses qui se met en place. Et cette perspective, je ne l'accepte pas. ».

1 Jacques Chirac : brochure « La France pour tous », page 23 - 2. Jacques Chirac : discours du 17 février 1995

INFOS
pratiques



Boîte vocale

04 76 47 32 81

Dates : réunions publiques, groupes de travail, groupes locaux, conférences, autres rendez-vous.

Permanence tél.

04 76 47 32 81

Chaque mercredi,
de 15 h à 18 h

Permanences

Lieux d'accueil,
d'information et d'échanges
Grenoble

Tous les mercredis, de 18 h à 20 h au Café Le Glacier
16, place Notre-Dame
et de 15 h à 18 h à la Maison
des Associations

Tél. attac : 04 76 47 32 81

Voiron

Le premier mercredi du mois,
à 18 h 30 au Café de l'Europe
(1, place Porte de la Buisse)

Grésivaudan

04 76 51 08 32

04 76 13 02 46

Campus

Tous les mercredis à 12 h
Agora de l'université P.M.F.
tarat.attac@laposte.net

Nord Isère

Réunion le 2^{ème} mardi de
chaque mois
04 74 97 60 59

Saint Marcellin

jlneyroud@aol.com

04 76 64 00 48

Site web

www.local.attac.org/attac38

Adresse électronique

attac38@attac.org

Adresse postale

Attac-Isère
c/o FSU - Bourse du Travail
32, avenue de l'Europe
38030 GRENOBLE CEDEX 2

Calendrier

- Lundi 15 mars à 19 h à la Bourse du Travail : Forum social permanent
- Jeudi 18 mars à 19 h à la FSU, Bourse du Travail à Grenoble : conseil d'administration d'Attac-Isère
- Samedi 20 mars, journée mondiale contre la guerre et les occupations : rassemblement et manifestation, rue Félix Poulart (Grenoble), samedi 20 mars (13 h-15 h : stands/panneaux/animations contre les guerres et les occupations, pour la paix... 15 h : manifestation)
- Samedi 27 mars de 14 à 18 h à la Bourse du Travail: assemblée générale d'Attac-Isère
- Samedi 13 avril, à 11 h, soixantième anniversaire de l'adoption du programme du Conseil national de la Résistance : des précisions seront apportées ultérieurement (courrier électronique et répondeur téléphonique)